TRIBUNAL

Arrêt du Tribunal du 10 octobre 2014 — Soliver/Commission

(Affaire T-68/09) ⁽¹⁾

[«Concurrence — Ententes — Marché européen du verre automobile — Décision constatant une infraction à l'article 81 CE — Accords de partage de marchés et échanges d'informations commercialement sensibles — Règlement (CE) n° 1/2003 — Infraction unique et continue — Participation à l'infraction»]

(2014/C 421/36)

Langue de procédure: le néerlandais

Parties

Partie requérante: Soliver NV (Roulers, Belgique) (représentants: H. Gilliams, J. Bocken et T. Baumé, avocats)

Partie défenderesse: Commission européenne (représentants: A. Bouquet, M. Kellerbauer et F. Ronkes Agerbeek, agents)

Objet

Demande d'annulation de la décision C (2008) 6815 final de la Commission, du 12 novembre 2008, relative à une procédure d'application de l'article 81 [CE] et de l'article 53 de l'accord EEE (affaire COMP/39.125 — Verre automobile), telle que modifiée par la décision C (2009) 863 final de la Commission, du 11 février 2009, dans la mesure où elle concerne la requérante et, à titre subsidiaire, demande de réduction du montant de l'amende que lui inflige cette décision.

Dispositif

- 1) L'article 1^{er}, sous d), et l'article 2, sous d), de la décision C (2008) 6815 final de la Commission, du 12 novembre 2008, relative à une procédure d'application de l'article 81 [CE] et de l'article 53 de l'accord EEE (affaire COMP/39.125 — Verre automobile), telle que modifiée par la décision C (2009) 863 final de la Commission, du 11 février 2009, sont annulés, dans la mesure où, d'une part, il y a été constaté la participation de Soliver NV, du 19 novembre 2001 au 11 mars 2003, à une entente illicite sur le marché du verre automobile dans l'Espace économique européen (EEE) et où, d'autre part, une amende de 4 396 000 euros lui a été infligée à ce titre.
- 2) La Commission européenne est condamnée aux dépens.

⁽¹⁾ JO C 90 du 18.4.2009.

Arrêt du Tribunal du 16 octobre 2014 — Alcoa Trasformazioni/Commission

(Affaire T-177/10) ⁽¹⁾

(«Aides d'État — Électricité — Tarif préférentiel — Décision déclarant l'aide incompatible avec le marché commun et ordonnant sa récupération — Avantage — Obligation de motivation — Montant de l'aide — Aide nouvelle»)

(2014/C 421/37)

Langue de procédure: l'italien

Parties

Partie requérante: Alcoa Trasformazioni Srl (Portoscuso, Italie) (représentants: M. Siragusa, T. Müller-Ibold, F. Salerno, G. Scassellati Sforzolini et G. Rizza, avocats)